



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA COALITION SUR L'HUILE DE PALME

5 septembre 2018

Mauvais compromis de la commission du Conseil des États : la coalition sur l'huile de palme réagit avec une pétition

Cette semaine, la commission de politique extérieure du Conseil des États s'est prononcée à une courte majorité contre l'exclusion de l'huile de palme des accords de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie. Elle oppose à la motion Grin une motion insignifiante. La coalition sur l'huile de palme réagit avec véhémence à ce compromis boiteux et adresse aujourd'hui une pétition au Conseil des États.

(BERNE) Par 4 voix contre 3, la commission de politique extérieure du Conseil des États a rejeté lundi la motion Grin qui demande une exclusion de l'huile de palme de l'accord de libre-échange avec la Malaisie. En parallèle, elle soutient une motion insignifiante publiée aujourd'hui par la commission, qui permet une augmentation des importations d'huile de palme – avec ses conséquences désastreuses pour la forêt tropicale et pour les droits humains des familles d'agriculteurs en Malaisie et en Indonésie, ainsi qu'en Suisse.

« Rejeter la motion Grin est une erreur. Rien ne sera donc fait pour s'opposer à la destruction des forêts tropicales et à l'accaparement des terres », regrette Johanna Michel, du Bruno Manser Fonds. Selon Beat Röösl, de l'Union suisse des paysans : « Les agriculteurs suisses sont inquiets de la baisse alarmante du prix de l'huile de colza. La réduction des droits de douane sur l'huile de palme est une mauvaise incitation. » « Demandez autour de vous : aucun consommateur ne souhaite trouver davantage d'huile de palme dans son assiette », souligne Laurianne Altwegg, de la Fédération romande des consommateurs.

La coalition sur l'huile de palme¹ regrette la position de la commission et réagit avec une pétition en faveur de la motion Grin, adressée au Conseil des États. Celle-ci ne demande pas l'interdiction de l'huile de palme, mais s'oppose à la baisse du coût de son importation. La motion a été acceptée à une large majorité par le Conseil national. Outre la motion Grin, le Conseil des États doit se prononcer le 25 septembre sur deux autres initiatives cantonales (Thurgovie et Genève) allant dans le même sens. Par ailleurs, des initiatives cantonales similaires sont en cours de préparation dans les cantons de Berne, de Vaud et du Jura. Le Conseil des États ne peut pas ignorer les critiques des cantons et de la population envers l'huile de palme !

¹ La coalition contre l'huile de palme est composée des organisations suivantes : Associazione consumatrici e consumatori della Svizzera italiana, Alliance Sud, Biovision, Bruno Manser Fonds, Fédération romande des consommateurs, Fédération suisse des producteurs de céréales, Pain pour le prochain, PanEco, Pro Natura, Public Eye, Union suisse des paysans, Uniterre.

- La [pétition](#)
- La coalition sur l'huile de palme a publié un [dossier](#) approfondi sur la question.
- L'[argumentaire en bref](#)

Contacts pour les médias :

Johanna Michel, Bruno Manser Fonds, 079 868 45 15

Beat Rösli, Union suisse des paysans, 079 768 05 45

Laurianne Altwegg, Fédération romande des consommateurs, 021 331 00 95

Thomas Braunschweig, Public Eye, 079 339 37 01

Miges Baumann, Pain pour le prochain, 079 489 38 24